



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240219-lmc1317703-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 20 février 2024
Date d'affichage : 21/02/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 19 FÉVRIER 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/93		
CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE TPM ET L'ASSOCIATION "LE FESTIVAL DE MUSIQUE DE TOULON ET SA REGION" - EXERCICE 2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/93

BUREAU DU 19 FÉVRIER 2024

**O B J E T : CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE
TPM ET L'ASSOCIATION "LE FESTIVAL DE MUSIQUE
DE TOULON ET SA REGION" - EXERCICE 2024 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations du Conseil
Métropolitain au Président et au Bureau,

VU l'avis de la Commission Culture, Patrimoine et Paysages du 17 janvier 2024,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée poursuit une politique d'attractivité territoriale et dispose à ce titre d'équipements d'envergure nationale dans les domaines des arts visuels et du spectacle vivant,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences culturelles la Métropole Toulon Provence Méditerranée soutient et encourage les projets et actions d'intérêt général qui contribuent à son rayonnement,

CONSIDERANT que l'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa région » organise chaque année une programmation de musique classique de renommée dont le rayonnement porte sur l'ensemble du territoire métropolitain,

CONSIDERANT la demande de subvention présentée par l'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa région » au titre de l'année 2024,

CONSIDERANT que dans le cadre de sa programmation « Le Festival de Musique de Toulon et sa région » intervient dans différentes communes du territoire et travaille pour cela en partenariat avec les équipements culturels d'intérêt métropolitains que sont l'Opéra TPM et le Conservatoire TPM,

CONSIDERANT que pour la première année, l'association propose un nouveau festival en rades de Hyères et Toulon intitulé « De fort en fort »,

CONSIDERANT l'intérêt de soutenir cette association pour le développement culturel de la Métropole,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède,

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER à l'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa région » une subvention d'un montant maximum de 63 000 € au titre de l'année 2024.

ARTICLE 3

D'APPROUVER les termes de la convention d'objectifs définissant les conditions d'octroi et d'utilisation de la subvention à l'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa Région ».

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention d'objectifs établie au titre de l'année 2024 entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa Région ».

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le Budget Principal de l'exercice 2024, opération 22 313.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 février 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 15
CONTRE 0
ABSTENTION 0

CONVENTION D'OBJECTIFS Exercice 2024

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole - 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN**, dûment autorisé par Décision Métropolitaine n° du Bureau Métropolitain du 2024,

Ci-après dénommée « la Métropole TPM »

D'une part,

ET

L'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa région », ayant son siège au 17 rue Mirabeau - 83000 Toulon, représentée par son Président, **Monsieur Didier PATOUX**, dûment habilité par délibération de son Conseil d'Administration,

Ci-après dénommée « l'association »

D'autre part,

Et ensemble ci-après dénommées « les parties ».

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIV

Afin d'assurer un développement dynamique et durable, la Métropole Toulon Provence Méditerranée poursuit une politique d'attractivité territoriale. Elle dispose à ce titre d'équipements culturels d'envergure nationale dans les domaines des arts visuels et du spectacle vivant et soutient les projets et actions d'intérêt général qui contribuent à son rayonnement dans le domaine culturel.

L'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa région » organise, chaque année, une programmation de musique classique dont le rayonnement porte sur l'ensemble du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Articulée autour de deux événements phare « Les Concerts » et « L'estival », les propositions artistiques balaient une diversité de champs, du symphonique à la musique de chambre en passant par les grands récitals, la musique baroque, les répertoires sacrés ainsi que certaines musiques traditionnelles. Pour la première année, l'association propose une programmation intitulée « De Fort en Fort » en rade de Toulon et Hyères.

Partenaire du Conservatoire TPM et de l'Opéra TPM, l'association programme régulièrement les concerts ainsi que les actions pédagogiques qui y sont associées dans les équipements culturels métropolitains.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir au titre de l'année 2024 les engagements de l'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa région » pour mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, une programmation de musique classique et des actions pédagogiques conformes à son objet statutaire. Dans ce cadre la Métropole Toulon Provence Méditerranée apporte son soutien financier pour en permettre la réalisation et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 : Engagements de l'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa région »

Au titre de l'année 2024, l'association s'engage à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées en préambule, la programmation culturelle prévue à l'annexe I selon les conditions stipulées dans la présente convention.

Elle s'engage, par ailleurs, à respecter les termes du Contrat d'Engagement Républicain porté en Annexe IV.

ARTICLE 3 : Engagements de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Afin de contribuer à la réalisation des objectifs et actions précités, la Métropole TPM s'engage à soutenir financièrement l'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa région » par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de 63 000 €.

Cette somme sera imputée sur le budget principal de la Métropole TPM au titre de l'exercice 2024, le comptable assignataire étant le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 4 : Dispositions financières

4.1. Modalités de versement de la subvention

La subvention prévue à l'article 3 sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales selon les modalités

suivantes :

- Un versement d'un montant de 63 000 € à la notification de la présente convention,

Ce montant sera réglé par mandat administratif et crédité sur un compte ouvert au nom de l'association.

4.2. Obligations comptables de l'association

Au titre de la présente convention, l'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa région » s'engage à fournir dans les 6 mois maximum suivant la fin de l'exercice au titre duquel la subvention a été attribuée :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention. Il est accompagné d'un bilan qualitatif et quantitatif du programme d'actions menées comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III. Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée.
- les comptes annuels et leurs annexes, signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée ; les comptes seront certifiés par le Président de l'association en dessous d'un seuil de 153 000 euros. Au-delà l'association aura obligatoirement recours à un commissaire aux comptes et s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci,
- le rapport d'activité

Par ailleurs, l'association s'engage à :

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-1 du 16 février 1999 du Comité de réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999.

ARTICLE 5 : Contrôles par la Métropole TPM

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, la Métropole TPM pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A ce titre l'association s'engage à faciliter le contrôle par la Métropole TPM, tant d'un

point de vue quantitatif que qualitatif, et devra lui communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 6 : Durée

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

ARTICLE 7 : Assurances et responsabilités

L'association exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive et s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité sans que la responsabilité de la Métropole TPM ne puisse être directement ou indirectement recherchée.

L'association devra être en capacité de fournir à tout moment à la Métropole TPM les attestations d'assurances correspondantes.

Par ailleurs, il est précisé que pour toutes ses activités, l'association fera son affaire du respect des règles de sécurité, notamment celles découlant de la réglementation des établissements recevant du public, et qu'elle s'acquittera du règlement des droits d'auteur lorsque ces dispositions sont applicables dégageant toute responsabilité de la Métropole TPM en la matière.

ARTICLE 8 : Communication

L'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa région » s'engage à mentionner le soutien apporté par la Métropole TPM, notamment en apposant son logo sur les supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins. Elle s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de la Métropole TPM ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que la Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 9 : Evaluation

L'évaluation de la réalisation des projets et actions auxquels la Métropole TPM a apporté son concours est établie sur un plan quantitatif comme qualitatif dans les conditions définies d'un commun accord entre la Métropole TPM et l'association et précisée en annexe III de la présente convention.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article

1, s'il y a lieu sur l'impact des actions ou des interventions au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général et sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

ARTICLE 10 : Modifications de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielles et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa région » sans l'accord écrit de la Métropole TPM, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 12 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 13 : Contentieux

En cas de désaccord, les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige intervenant dans le cadre de la présente convention. En cas de persistance du désaccord, la loi française est applicable et ledit litige sera tranché par le Tribunal Administratif de Toulon

ARTICLE 14 : Annexes

La présente convention comporte trois annexes :

- Annexe I : programmation prévisionnelle 2024 de l'association « Le Festival de Musique de Toulon et sa région »
- Annexe II : budget prévisionnel 2024 de l'association
- Annexe III : modèle de bilan d'évaluation

- Annexe IV : contrat d'engagement républicain signé

Ces annexes font partie intégrant de la présente convention.

Fait en deux exemplaires, à Toulon le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président de l'association
Le Festival de Musique
de Toulon et sa région

Jean-Pierre GIRAN

Didier PATOUX

Production 2024

DATE	CONCERT
27 janv	Chalucet eleves conservatoires
6 fev	Pause musicale 01
20 fevr	Master class - Nuit du piano
21 fev	Nuit du Piano 8 - Danses
	Les nuits du MaT
20 mars	Pause musicale 02
25-mars	Excellence française
9 avril	Murmures de l'ombre
14 mai	Pause musicale 03
17 mai	Concert synapse 01
18 mai	Concert synapse 02
27 mai	Autour de FAURE
28 mai	Printemps des jeunes - Conservatoire
30 mai	Printemps des jeunes - Marquisanne 01
31 mai	Printemps des jeunes - Marquisanne 02
14-juin	PHI
15-juin	Concert au Faron - élèves cnr
19 juin	Pianos sauvages
19 juin	Concert Pianos sauvages
22 juin	Move : la Trompette fait son cinéma !
25 juin	Concert Eguillette
1 juill	Montage tour royale
2 juillet	Générations Talents (cordes)
2 juillet	Générale Zap !
4 juillet	Mel bonnis, le secret
6-juil.	Concert Zap !
8 juillet	Big B's
	Démontage Tour Royale
15 juillet	Vol de nuit
23 juillet	Générations Talents (trombone)
21-sept.	La Marine Nationale au jardin
14-oct.	Présentation - port des créateurs
14-oct.	Concert quatuor Monti
2 decembre	Splendeurs vénitiennes

Prévisionnel 2024 version au 15/12/2023

DEPENSES		RECETTES	
Fournitures non stockable (eau, énergie)	837	Ville de Six fours	5 000
Informatique infogérance	5 000	Ville de la Seyne	5 000
Autres fournitures bureau	1 000	Ville de Toulon (Culture)	143 000
Locations locaux X3 + copieur + terminal	14 000	Ville de Toulon (Education)	6 000
charges locatives	1 830	Conseil Départemental	73 000
Entretien et réparations	7 000	TPM	63 000
Documentation	527	Conseil Régional	30 000
Services bancaires, autres	1 194	Subventions Institutionnelles	325 000
Coût personnel administratif	57 408	DRAC	7 000
TOTAL Charges fixes et Administratives	91 796	Spedidam	2 000
Remunération Procompta	5 000	Ademi	1 000
Publicité, publication	25 000	Subventions culturelles	10 000
Frais SFR	3 434	Vente d'encart Brochure	4 320
Frais postaux	405	Société générale	2 900
Coût personnel communication billetterie	43 258	CIC	2 900
TOTAL Communication Billetterie frais ext	77 097	Chez le brasseur	600
Coût régisseurs	27 560	Maif	600
Coût responsable artistique programmation	55 000	Autre	2 000
Déplacements permanents et tech	1 200	Mécénat privé	9 000
Coût production	156 133	Billetterie	71 000
Total Frais de production	239 893		
Impôts et taxes	3 233	Produits financiers	2 911
Amortissements	3 909	reprises provision	
Autres Charges	6 303		
Total Frais divers	13 445		
TOTAL DEPENSES	422 231	TOTAL RECETTES	422 231

57% Frais de production

22% Administratif et les charges fixes

18% Communications et frais extérieurs

**Modèle de bilan d'évaluation quantitatif et qualitatif
des actions subventionnées par la Métropole TPM au titre de la
Culture**

Ce document est destiné à aider l'association à la réalisation du bilan des actions pour lesquelles la Métropole Toulon Provence Méditerranée a accordé un financement et permettre aux responsables d'associations de rendre compte de l'utilisation de la subvention accordée.

Nom de l'association :

1/ Bilan qualitatif :

- a) Quelles ont été les actions entreprises ? (décrire précisément les actions mises en œuvre)
- b) L'intérêt de votre projet pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée
- c) Quels sont les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux ?
- d) Liste de votre revue de presse et votre couverture médiatique (le cas échéant)
- e) Liste de vos outils de communication (le cas échéant)

2/ Bilan quantitatif :

a) Taux de fréquentation des actions subventionnées et typologie des publics

b) Compte-rendu financier

Ce compte-rendu devra être constitué d'un tableau des charges et produits affectés à la réalisation des actions subventionnées par la Métropole TPM et mettre en évidence les écarts éventuels entre le budget prévisionnel et le budget réalisé.

Il comprendra obligatoirement :

En charge :

- les charges directes affectées à la réalisation des actions subventionnées
- les charges indirectes affectées à la réalisation de l'objet de la subvention
- l'évaluation des contributions volontaires en nature affectées à l'action subventionnée

En produits :

- la ventilation par type de ressources affectées directement aux actions subventionnées
- l'évaluation des contributions volontaires en nature affectées à l'action subventionnée

c) Observations sur le compte-rendu financier

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Didier Paloux Président

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

..... Festival de Musique de Toulon

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le, 14/11/2023 à Toulon.

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Didier Paloux, président
Signature 

